



Terre des hommes

Aide à l'enfance.

AVIS DE RECRUTEMENT /TERRE DES HOMMES/013/2025

A propos de Tdh :

Terre des hommes (Tdh) est la plus grande organisation suisse de défense des droits de l'enfant. Depuis 1960, nous nous engageons aux côtés des enfants pour garantir leurs droits, protéger leur vie et améliorer leur bien-être, en particulier pour les plus exposés aux risques. Nous avons un impact positif sur leur vie grâce à des programmes innovants dans les domaines de la santé, la migration et l'accès à la justice. Tdh est présente en Guinée depuis 1987. Elle intervient actuellement dans les domaines de la santé y compris sexuelle et reproductive, de la migration, et de l'accès à la justice. Ces trois programmes travaillent en synergie et sont enrichis par des expertises transversales que sont la Protection transversale, le WASH et l'innovation et les TIC pour le développement (ICT4D). Son approche a constamment privilégié le travail de proximité en lien avec les autorités compétentes guinéennes et les communautés.

Contexte du poste :

Dans le cadre de la poursuite des activités de la mise en œuvre du << **RedIR-VBG**, Renforcement de la Réponses Intégrée en faveur des Survivantes de Violences Basées sur le Genre >> financé par l'Union Européenne, Terre des hommes *recherche* :

Chargé.e juridique (RedIR-VBG) pour la zone de Kindia

Responsable (hiérarchique) : Superviseure Accès à la justice- A2J (Projet RedIR-VBG)

Département : Programme A2J

Lieu de travail : Kindia -Guinée

Type et durée du Contrat : CDD de 06 mois <<Contrat de droit Guinéen>> renouvelable

Date de prise de fonction : Immédiat

Salaire : selon la grille salariale en vigueur à Tdh et selon l'expérience.

Descriptif général du poste :

Sous la supervision de la Superviseure Accès à la Justice (A2J) du projet, le/la chargé.e juridique coordonne la prise en charge des survivant.e.s de VBG/TP dans sa zone d'intervention et offre aux bénéficiaires du projet RedIR-VBG une assistance juridique de 1ère ligne, c'est-à-dire un accueil personnalisé, une écoute confidentielle, un appui-conseil, un accompagnement juridique, une orientation vers les services compétents (judiciaires, médicaux, communautaires ou sociaux) et le recensement et suivi des cas, ainsi que des activités de vulgarisation du droit.

Il/Elle a la charge de mettre en œuvre des programmes d'éducation aux droits destinés à sensibiliser les populations sur leurs droits, les lois, les institutions et les procédures judiciaires. Il/Elle est également responsable coordonner, former et sensibiliser les activités de sensibilisation de la population à travers notamment des émissions radios et des causeries-éducatives sur différentes thématiques juridiques (le droit pénal, les droits de la femme, etc.).

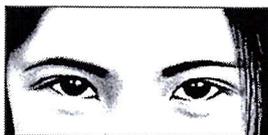
Il/Elle appui la coordination et le suivi des activités terrain et fait le lien entre les autorités régionales et partenaires sur le terrain et l'équipe projet.

Il/Elle garantit un service de qualité aux populations et met en œuvre toutes autres tâches quotidiennes liées aux activités du projet RedIR-VBG.

Principales responsabilités exercées :

Le/la chargé. e juridique a pour missions et activités, entre autres :

- 1- **Coordonner la prise en charge des survivant.e.s de VBG/TP dans sa zone d'intervention et fournir des**



Terre des hommes

Aide à l'enfance.

services d'assistance juridique aux survivantes de VBG à travers les dispositifs d'assistance juridique, avec l'appui de la Superviseur.e A2J :

- Coordonner la prise en charge des survivant.e.s de VBG/TP dans sa zone d'intervention, avec l'appui de la Superviseur.e A2J (assurer une gestion de cas de qualité, suivi des cas, base de données) ;
- Fournir un accueil personnalisé, une écoute confidentielle, de l'information et un accompagnement juridique aux usagers : traduction et vulgarisation des décisions juridiques, appui à la rédaction de requêtes/plaintes, orientation vers les institutions compétentes, et accompagnement pour obtenir l'assistance d'un avocat.
- Rechercher et collecter des données sur des questions socio-légales et analyser l'impact des lois sur la vie des bénéficiaires afin d'améliorer la qualité de leurs services.
- Contribuer à l'organisation des permanences juridiques avec les autorités administratives et judiciaires compétentes pour la documentation des bénéficiaires (actes de naissance, CNIB, etc.).

2- Fournir les services d'assistance juridique suivants aux survivantes de VBG :

- Animer des sessions d'information aux droits ;
- Fournir un appui-conseil aux bénéficiaires sur leur statut et leurs droits ;
- Orienter les demandes administratives et juridiques des bénéficiaires vers les institutions ou partenaires compétents ;
- Diffuser les informations juridiques utiles à la réinsertion sociale des bénéficiaires.

3- Organiser des activités d'éducation et de sensibilisation communautaires aux droits et à la justice :

- Coordonner et organiser des activités de sensibilisation communautaire (émissions radios, causeries éducatives, animations) sur les droits, devoirs, justice et thématiques juridiques.
- Organiser des activités de vulgarisation du droit et aider les populations à s'informer sur leurs droits fondamentaux, les mécanismes de protection, et les compétences nécessaires pour les exercer.
- Mettre à la disposition des citoyens des informations et publications susceptibles de contribuer à leur éducation juridique et contribuer à l'élaboration des guides, brochures d'information aux droits adaptées à tous les bénéficiaires ;

4- Assurer la qualité de leurs services et la collaboration avec les autres services publics

- Participer aux formations et ateliers thématiques, et renforcer ses compétences par auto-apprentissage à partir des ressources fournies par Tdh ;
- Gérer les dossiers des usagers de manière claire, concise et complète selon les procédures établies.;
- Accompagner les bénéficiaires de manière indépendante, transparente, intègre et objective et leur fournir un service personnalisé et adapté à leurs besoins.

5- Travailler en équipe et en collaboration avec les autorités et les services locaux

- Participer aux réunions hebdomadaires de l'équipe projet et contribuer à la rédaction des rapports, lettres administratives, PV de réunions ;
- Collaborer étroitement avec les autorités communales, les juridictions, le Barreau, les services de la Promotion Féminine de l'Enfance et des Personnes Vulnérables, les centres de santé et autres structures compétentes.

6- Développer et Respecter les Stratégies, procédure et Politiques internes de Tdh

- Appliquer et contribuer au développement de la stratégie d'intervention du projet, en intégrant les politiques thématiques particulièrement dans son domaine d'intervention.



Terre des hommes

Aide à l'enfance.

- Respecter les règlements et procédures administratives et logistiques de la délégation ;
- S'engager à respecter les politiques de gestion des risques de Tdh qui comprennent : La Politique de Sauvegarde de l'Enfant (PSE), le code de conduite, la politique anti-fraude/corruption, ainsi que la Politique de signalement de tout abus, le règlement intérieur.
- S'engager à assurer la meilleure mise en pratique de ces politiques sur sa zone d'intervention et au sein des équipes nationales et à signaler tout manquement observé dans le cadre de ces politiques, qu'il soit avéré, soupçonné ou préventif.

Compétences : Cadre de compétences Tdh

Cette fonction demande la maîtrise des compétences fondamentales Personnelles, Sociales et Leadership (CPSL), Techniques et Méthodologiques (CTM) et Compétences Managériales et Stratégique (CMS).

Dont particulièrement :

Se gérer, et donc :

- Gérer son temps et savoir hiérarchiser ses priorités, respecter les délais et se montrer ponctuel ;
- Faire preuve d'intégrité et d'éthique dans ses activités ;
- Faire preuve de détermination, de proactivité et de flexibilité ; Honnêteté et sens des responsabilités ;
- Gérer son stress et ses émotions

Communiquer :

- Communiquer de manière bienveillante, claire, concise et responsable ;
- Répondre de manière constructive à ses interlocuteurs – Faire preuve de persuasion dans les discussions avec les partenaires du projet et dans le respect des engagements de Tdh.

Travailler en équipe :

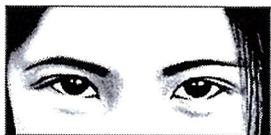
- Coopérer et contribuer à l'atteinte des résultats ;
- Apporter un soutien et conseil à ses collègues et aux acteurs œuvrant dans le même domaine sur les différents sites d'intervention.

Travailler en réseau :

- Adopter une attitude collaborative au sein et hors des frontières de son département/projet ;
- Tisser des liens de confiance avec ses interlocuteurs ;
- Réaliser le travail selon des critères communs définis, connus et validés par les différentes parties

Ainsi que les compétences spécifiques « Métiers » suivantes :

- Être issu.e, résidant.e ou fortement ancré.e dans la zone d'intervention ;
- Justifier d'une expérience en sensibilisation communautaire, éducation ou animation juridique, conseil juridique ou médiation (atout) ;
- Avoir une connaissance approfondie du cadre législatif, des droits et des procédures judiciaires, notamment en droit de la famille, droit pénal, droits des femmes et de l'enfant ;
- Faire preuve de patience, d'empathie, d'écoute et d'un comportement amical et compatissant envers les usagers ;
- Posséder une sensibilité culturelle, une moralité irréprochable, un sens éthique élevé et respecter strictement la confidentialité ;
- Être motivé.e à servir les communautés et reconnu.e pour sa respectabilité locale ;
- Démontrer une volonté d'apprendre et de fournir un service de qualité ;
- Maîtriser parfaitement le français et au moins une langue locale de la zone d'intervention (Conakry, Kindia, Labé) ;



Terre des hommes

Aide à l'enfance.

- Avoir de solides compétences en rédaction, expression orale et animation communautaire.

Conditions Requises

Il/elle doit être titulaire de :

- Être titulaire d'un diplôme de niveau BAC+3 en Droit ou tout autre domaine équivalent ;
- Minimum 3 ans d'expérience à un poste similaire ;
- Posséder une très bonne connaissance des normes, valeurs, coutumes et codes sociaux de la région ;
- Posséder une connaissance approfondie du cadre législatif, des droits, et des procédures judiciaires en particulier dans les domaines suivants : droit de la famille et des personnes, droit pénal, droits des femmes, droits de l'enfant
- Expérience préalable dans le domaine des VBG et/ou sensibilité aux questions de VBG.

Langues Excellentes compétences linguistiques en français.

La maîtrise de la langue locale de la zone d'intervention et de l'anglais est une valeur ajoutée.

Connaissances IT : Maîtrise du package Microsoft Office

S'engage à respecter le Code Global de Conduite de Tdh, les valeurs organisationnelles, les politiques de Sauvegarde (Politique de Sauvegarde de l'Enfant, Politique contre la Protection de l'Exploitation et des Abus Sexuels, Directive sur les Comportements Abusifs au Travail), Politique de Sûreté/Sécurité et Politiques Anti-Fraude/Corruption et de Prévention contre le Financement des Activités Criminelles.

✚ Pour Postuler :

Les candidat.e. s intéressés doivent soumettre leurs dossiers de candidature uniquement à l'adresse suivante : gin.secretariat@tdh.org au plus tard pour le **15 septembre 2025 inclus** avec pour objet, la mention :

« Chargé.e juridique du Projet RedIR-VBG - pour la zone de Kindia ».

Aucune candidature ne sera acceptée après ce délai ; Le dossier doit inclure :

- **Un CV résumé y compris la liste de 3 personnes de référence avec leur adresse électronique en (PDF) ;**
- **Une lettre de motivation adressée au chef de délégation de Terre des hommes en Guinée (en PDF) ;**

NB :

- **Les candidats qui ne respecteront pas les points édicter ci-dessus et dont Les dossiers ne correspondent pas au profil ne seront pas examinés ;**
- **Seuls les candidat(e)s présélectionné(e)s seront convoqué(e)s pour le test écrit.**

Les procédures de recrutement et de sélection de Terre des hommes sont le reflet de notre engagement pour l'aide et la protection de l'enfance.

Les candidatures féminines sont fortement encouragées.

Terre des hommes se réserve le droit de pourvoir à cette position avant la date limite ci-dessus indiquée.

Conakry, le 01 septembre 2025

Kambire SANZAN

Représentant Pays

Terre des hommes - Guinée

